

Département Politique
Suisse

Berne, le 30 Janvier 1919.

Division des Affaires Etrangères

111. G.R.

Prière de rappeler ce numéro
dans la réponse

Monsieur le Ministre.

Le Président de la Confédération est rentré hier de Paris et nous espérons être en mesure, ce soir, de terminer ce rapport par un court exposé des renseignements qu'il en a rapportés.

En ce qui concerne les nouvelles de la Suisse, nous désirerions avant tout corriger une fausse nouvelle répandue par la presse, à teneur de laquelle la Balabanoff serait rentrée en Suisse avec 10 millions de roubles. Tout cela est une invention pure et simple. La Balabanoff et ses 10 millions hypothétiques n'ont pas remis les pieds en Suisse depuis l'expulsion de la mission bolchévik.

Notre Département se préoccupe vivement de la situation de la Légation de Suisse à Petrograde. Le Gouvernement des Soviets nous a fait proposer de libérer notre Légation si nous consentions à recevoir en même temps un agent du Gouvernement bolchévik, qui serait chargé d'examiner la situation faite aux prisonniers politiques russes en Suisse (il n'y en a pas) et de liquider les affaires courantes de l'ancienne Légation. Sur notre



- 3 -

1/ de la part de l'Allemagne la frontière orientale, le Bassin de la Sarre, la rive gauche du Rhin, 2/ de la part de l'Alsace et de l'Allemagne, la question alsacienne, 3/ de la part de l'Autriche, la Bohême allemande et le Tyrol méridional, 4/ de la part de la Hongrie, les relations avec les Tchéco-Slovaques, les Roumains et les Yougo-Slaves, 5/ de la part de la Roumanie, la Dobroudja, 6/questions territoriales intéressant les Livoniens, les Finlandais, les Grecs, les Géorgiens et les Caucasiens.

X La situation économique en Belgique reste difficile : les Belges ont cru que l'armistice rétablirait d'un jour à l'autre l'état normal; trop de joie débordante a succédé à trop de souffrances physiques et morales. Il a fallu en déchanter, la presse s'est répandue en doléances excessives, attaquant successivement, et souvent contradictoirement, chacune des mesures du gouvernement, réglementation de l'importation, fixation de prix maxima pour diverses denrées, mesures de sûreté à l'égard des sujets ennemis, etc. etc. Cela a été si loin que la chambre a tenu un comité secret spécialement consacré à ces attaques de la presse et qu'au sortir de la séance le Président du Conseil a réuni les divers directeurs de journaux pour faire appel à leur sens, à leur patriotisme et à l'union sacrée. Ce sont les socialistes qui ont le plus vivement déploré ces attaques, exagérées d'après eux, contre le gouvernement, pour la bonne raison que trois d'entre eux MM. Vandervelde, Wauters et Anseele sont ministres! Leur collaboration au pouvoir contribuera sans doute à ramener le calme dans les milieux ouvriers qui souffrent encore beaucoup de la famine et du chômage. Leur situation est absolument navrante. L'enlèvement de l'outillage des usines les contraint au chômage; beaucoup sont affaiblis par les privations. Et pourtant, le ton et la mesure de leurs revendications ne sont pas à comparer avec les appels à la haine et à la lutte des classes qu'emploient les colonnes des journaux socialistes extrémistes belges.

- 4 -

Le Gouvernement a procédé à l'échange des marks allemands qui formaient la presque exclusive monnaie du pays et cela au cours de 1.25 Fr. Le montant des marks retirées ainsi de la circulation a atteint la somme de 4 milliards, c'est-à-dire 4 fois le chiffre prévu.

X On mande de Bruxelles qu'on a découvert dans ~~la~~ une gare des environs de Bruxelles à Etterbeck, 3 wagons abandonnés par l'occupant et remplis de documents ayant appartenu au Gouverneur allemand qu'il n'avait pas eu le temps d'emporter. Ces documents seraient extrêmement importants et suggestifs. Ils s'échelonnent du mois d'avril 1917 au commencement d'août 1918. L'occupant projetait semble-t-il, une union douanière avec la Belgique qui permettrait aux produits allemands d'entrer librement en Belgique mais fermerait complètement le marché belge aux produits des pays alliés. Au point de vue monétaire, la Belgique devait sortir de l'Union latine. La banque allemande d'Empire était substituée à la banque nationale. La législation ouvrière et sociale devait être mise en harmonie avec la législation allemande. Les chemins de fer belges devaient être cédés à une société allemande. Toutes les autorités militaires et civiles de Belgique occupée avaient été consultées sur ce programme de politique économique élaboré par les Ministres des Affaires Étrangères, de l'intérieur et des finances de l'Empire.

X On assure qu'au Luxembourg le corps d'occupation français a fait et fait encore oeuvre assez active de propagande en faveur du rattachement à la France. Jusqu'ici en Belgique, les aspirations en faveur de l'annexion du Luxembourg à la Belgique ont été très discrètes dans leurs manifestations mais elles n'en existent pas moins. On disait toutefois que comme pour la question des rapports avec la Hollande, la presse a reçu du Gouvernement un mot d'ordre d'apaisement. De fait les polémiques avec les Pays Bas ont tout à fait cessé pour l'instant. La mission du Gouvernement Néerlandais venue à Bruxelles pour féliciter le roi de sa rentrée dans sa patrie libérée a donné lieu, en nous le confirmer,

- 5 -

à des paroles amicales, mais on ne saurait en déduire que la Belgique abandonne quoi que ce soit de son désir formel d'obtenir la liberté de l'Escaut et une rectification des frontières du Limbourg Hollandais.

Le 18 Janvier le Gouvernement néerlandais a fait faire à Amsterdam et à La Haye une rafle de tous les Russes soupçonnés de faire de la politique. On les a réunis et l'on compte les embarquer à la première occasion pour Danzig. En attendant, 19 d'entre eux ont été internés au camp de Bergen, tandis que les plus dangereux ont été emprisonnés dans la forteresse de Wiericker schang.

X Le manque de charbon à Berlin a provoqué une diminution de l'éclairage, du service des tramways, une réduction des représentations théâtrales et la fixation d'une heure de police à 9 heures et demie. La reprise du travail dans le bassin de la Ruhr fait espérer des jours meilleurs. En Silésie aussi, on signale une légère reprise du travail.

Le service postal dans la province de Posen a été interrompu par les Polonais et par les Allemands. Les combats continuent, mais on espère provoquer à Berlin une conférence avec des représentants polonais pour écarter de nouveaux conflits.

M. Haase a dit à M. Mercier que Weimar avait d'abord été prévu comme siège du Gouvernement futur, mais qu'on s'était finalement décidé en faveur de Berlin.

Il semble qu'il est impossible pour le moment de songer à remplacer les locomotives que l'Allemagne doit livrer à l'Entente, les matières premières faisant complètement défaut. La destruction de l'industrie et de l'Agriculture en Allemagne encourage naturellement le chômage, la faim, la misère... et le bolchévisme.

- 6 -

Une personne qui a assisté récemment à une assemblée politique en Bavière nous dit qu'Eisner y a parlé fort bien et a recueilli parmi les paysans beaucoup d'applaudissements. A la fin de son discours, l'orateur demanda si quelqu'un avait des questions à poser; un paysan se leva et demanda ce qui en était du Roi ? Eisner répondit: "le Roi a été déposé" - et le paysan s'écria alors: "Je le sais bien, mais il nous faut pourtant avoir un nouveau Roi!". Cet incident et beaucoup d'autres analogues prouvent quelles maigres racines le Républicanisme a en Allemagne.

X M. de Romberg, qui quitte Berne aujourd'hui, nous disait hier qu'on est socialiste en Allemagne, mais pas républicain.

De source italienne, nous recueillons sur la Conférence de Paris les impressions suivantes:

Malgré toutes les assurances officielles, il y a une divergence certaine entre les idées du président Wilson et celles de M. Clémenceau. Le premier reste fermement attaché à son idéal; le second, esprit pratique, de tendances autoritaires, conserve son caractère strictement nationaliste. Quant à l'Angleterre, elle n'admettra aucun arrangement quelconque qui puisse limiter sa domination maritime. Il serait difficile qu'il ne se produisît pas, à la longue, un conflit entre ces courants si différents.

Les Américains, de leur côté, entendent utiliser leur séjour en Europe et la situation qui leur est faite par les énormes créances qu'ils y possèdent. Leur ingérence se fera sentir de plus en plus dans l'industrie et dans la banque; ils entendent aussi garder les terrains qu'ils ont acquis pour leurs installations diverses.

X Les Français éprouvent, *entendons-nous de même sources,* quelques premières déceptions en Alsace-Lorraine. On pouvait bien penser qu'après un demi-siècle d'occupation allemande, l'Allemagne garderait des racines

- 7 -

encore profondes dans cette région. Les Français n'auraient pas rencontré partout l'accueil enthousiaste qu'ils ont trouvé les premiers jours à Metz, à Strasbourg, à Mulhouse. Des actes de violence auraient été commis contre des soldats français, et des sentinelles auraient été tuées à coups de fusil.

Ces derniers renseignements nous étaient déjà parvenus de source plus ou moins suspecte et nous n'y avons pas attaché grande importance. S'ils sont exacts, ils ne sauraient représenter que des cas isolés puisque tout ce qui était allemand en Alsace a été renvoyé hors du pays.

De source américaine, on nous répète que M. Wilson tient beaucoup à la Suisse et qu'il compte que nous défendrons son programme. On nous donne à entendre que les Américains se faisaient beaucoup d'illusions sur le désir de paix et de fraternité des nations victorieuses et se montrent quelque peu déçus par les difficultés qui surgissent au moment du règlement des comptes. C'est dans des cas pareils que l'opinion d'un pays comme le nôtre, qui n'est pas suspect d'ambitions conquérantes, prendrait, disent-ils, une importance imprévue. Certains Américains se montrent peu édifiés de certains marchandages de la politique italienne, en ce qui concerne les îles grecques et la Dalmatie.

On assure qu'il y aurait eu un échange de propos assez vifs entre M. Orlando et l'Ambassadeur de Grande-Bretagne. Celui-ci faisait allusion à certaines attaques de la presse contre l'Angleterre et la France aurait dit: "Vous finirez par perdre tous vos amis".

D'autre part les Anglais et Américains sont indignés d'une lettre de M. d'Annunzio, publiée dans les journaux romains, adressée aux Dalmates et où l'Angleterre et l'Amérique sont assez mal traitées. Cette lettre leur paraît un monument d'impertinence, en particulier à l'égard de l'Angleterre. "La nation aux cinq repas", et elle a produit la plus grande indignation dans les milieux

- 3 -

anglais.

L'agitation au sujet de la Dalmatie, prend des proportions extraordinaires. Les étudiants de Rome se sont livrés à des manifestations qui ont obligé le recteur à fermer l'université. On estimerait à Paris et à Londres que le Gouvernement est en grande partie responsable de cet état d'esprit, et qu'il aurait dû empêcher dès le début la campagne de presse.

En Grande Bretagne, des mouvements ouvriers se produisent de toutes parts. Ce qui les distingue des manifestations du même genre qui ont lieu sur le continent c'est qu'ils n'ont aucun caractère politique, mais tendent à obtenir des augmentations de salaires en même temps qu'une diminution des heures de travail.

Le plus sérieux de ces mouvements a été celui des mineurs dans le Yorkshire, qui se sont mis en grève au nombre de plus de deux cent mille. Le conflit est réglé aujourd'hui par l'acceptation des conditions des grévistes. Ils obtiennent une augmentation de 30% de leur salaire, soit un minimum d'une Livre et une semaine réduite à quarante-sept heures de travail. Ces concessions auront pour conséquence d'augmenter le prix du charbon de quatre shillings par tonne et affecteront une série d'industries, telles notamment les chemins de fer, les fabriques de céramique et les aciéries de Sheffield, sans parler de la consommation de charbon pour l'usage domestique, laquelle est énorme en Angleterre. On calcule que le hausse des gages entraînera une dépense supplémentaire de quarante millions de Livres Sterling par an rien qu'en salaires à payer aux mineurs.

Les mécaniciens s'agitent également et il en est de même de la police et des boulangers de Londres, qui ne veulent plus travailler la nuit.

- 9 -

De source allemande, nous apprenons que les grèves de Bombay seraient les plus importantes qu'il y ait jamais eu en Asie. 100.000 ouvriers de l'industrie textile y chôment; la troupe aurait dû charger en auto blindée et tirer sur la foule. Cette grève aurait des tendances séparatistes et bolchévik.

Les Ukrainiens signalent un truc habile des polonais, qui auraient invité les Anglais à Yemberg, où l'on se bat. Les Polonais auraient caché tous leurs canons, auraient présenté leurs citoyens comme des agneaux innocents et auraient fait constater ainsi aux Anglais le canonnade ukrainienne dirigée contre une population sans défense, obtenant par là toute la faveur du Colonel Wade.

Nos télégrammes de Lisbonne indiquent que le Gouvernement a complètement écrasé la révolte monarchique.

Le Gouvernement japonais télégraphie avec zèle à ses représentants son vif désir d'être en tous points l'ami de la Chine.

Strictement confidentiel.

Monsieur Ader a rapporté de Paris l'impression que son voyage était éminemment opportun. Au moment où l'avenir du monde se discute, la Suisse ne devait pas être oubliée. Monsieur Ader a été reçu d'une manière touchante, tant comme Président de la Confédération que comme Président de la Croix Rouge. A ces deux titres, la sympathie des masses allait à lui. M. Poincaré

- 10 -

l'attendait à la gare et aux environs de la station la colonie suisse était nombreuse. Le long des rues, M. Ador a été agréablement surpris de se voir applaudir par une foule relativement considérable. Bien que le voyage ne fût pas officiel, le Président et sa suite ont été les hôtes du Gouvernement de la République. Un wagon spécial avait été mis à leur disposition à Genève. Un petit accident étant survenu avant Dijon, le wagon de M. Ador fut transformé en train spécial et vola vers Paris sans arrêt à une allure à laquelle on n'est plus habitué de nos jours.

M. Bourgeois a insisté sur le fait que l'on jouait en ce moment à Paris un premier acte: il s'agit, met-il dit d'une réunion des Alliés pour discuter les conditions à imposer aux empires centraux. Ce prélude ne regarde pas la Suisse. Au deuxième acte, les Empires Centraux seront convoqués et l'on causera. Alors ce sera la paix. Le troisième acte enfin constituera une conférence universelle, où tout le monde sera admis à traiter sur un pied d'égalité. Ce programme, exposé le vendredi 24 Janvier, convenait parfaitement à M. Ador. Mais le samedi 25, M. Wilson et le Gouvernement britannique ont réussi à provoquer la décision que l'on insérerait dans le traité de paix lui-même la société des nations, afin de pouvoir, avant la signature du traité de Paix, mettre l'Allemagne dans l'obligation d'accepter à la fois le traité de paix et la société des nations. Cette décision représentait pour nous quelque-chose d'inadmissible, car nous nous trouverions ainsi appelés à ratifier simplement après coup un arrangement pris en dehors de nous. La société des nations serait faite par les Alliés, et on nous demanderait seulement si nous voulions nous y joindre. M. Ador a exposé à Paris qu'une telle méthode était inadmissible.

Il est allé le lendemain soir 26, chez le Colonel House qui semble bien être l'âme de M. Wilson. M. House était malade; il a reçu M. Ador dans sa chambre et a parfaitement compris son point de vue. Se rendant compte de l'iniquité qui allait être commise vis-à-vis de la Suisse, il a promis de proposer aux français, aux anglais et aux italiens d'agir lui, House, comme intermé-

- 11 -

diacre avec la Suisse et de rester en contact sur la question de la Ligue des Nations avec une personnalité suisse efficace, qui resterait dans les coulisses. Ce ne serait pas là évidemment ce que nous désirons et ce que nous croyons être en droit d'exiger. Mais ce serait tout de même une petite porte ouverte, par laquelle nous pourrions faire sentir notre influence et écouter ce qui se passe. D'ailleurs il n'est pas probable que les Alliés acceptent cette entremise, car ils n'ont pas le désir de voir ainsi l'Amérique prendre la haute main. On envisage donc l'éventualité que cette défiance à l'égard de l'Amérique puisse nous procurer peut-être l'admission à la discussion préparatoire de la société des nations. Tout cela est encore vague et il ne faut pas trop se faire d'illusions. Les conclusions définitives de la Commission suisse ont été rédigées et on les met au net en toute hâte, de manière à ce qu'elles puissent être envoyées à Paris à M. Rappard, si le Conseil fédéral le juge à propos, sans retard. Ces conclusions ne seraient probablement pas transmises comme émanant du Conseil fédéral, mais comme représentant les résultats des études de la commission suisse; une décision n'est pas encore prise à cet égard. Le projet Bourgeois admet la guerre économique comme premier moyen de coercition, avant l'intervention armée. Les anglais voudraient éviter l'intervention armée; ils envisagent l'ouverture d'une enquête, suivie de longs délais de quatre à cinq mois, pour rendre aussi invraisemblable que possible le conflit armé. Les Américains voient dans la société des Nations un organisme supérieur, qui aura le droit de corriger après coup les erreurs et les injustices éventuelles que consacrera le traité de paix. M. Ador a vivement insisté pour qu'un des organes au moins de la future société des nations ait son siège en Suisse. Les Etats-Unis sont tout à fait en faveur de Genève. M. Wilson aurait même à cet égard l'idée originale d'y constituer quelque part une espèce de petit territoire neutralisé, où les envoyés pourraient se rendre sans se trouver à l'étranger. Les Américains voient pour la Croix Rouge un immense avenir. Ils songent à centraliser dans cette institution la lutte contre la tuberculose et la Malaria, la rééducation des mutilés,

les oeuvres sociales, etc.. Genève en serait le siège.

M. Peiners, avec lequel le Président s'est entretenu surtout de questions d'ordre juridique, lui a exprimé l'opinion personnelle que la Suisse pouvait entrer dans la Société des Nations en maintenant sa neutralité. En dehors du Président de la République Française, personne n'admet de prime abord la possibilité pour la Suisse de conserver sa neutralité au sein de la Société des Nations, car on y voit un désir d'accepter les avantages de la Ligue sans ses inconvénients. On reconnaît toutefois la loyauté avec laquelle nous avons maintenu notre neutralité et l'utilité qu'a présentée pour l'Europe la garde par la Suisse de ses frontières. M. Ador a exposé aux américains et aux français combien la neutralité était nécessaire à notre politique intérieure aux et combien, même à l'extérieur, nous rendrions à la Société des nations de plus grands services en restant neutres qu'en fournissant un petit contingent. Il a été compris, mais n'a pas paru tout persuadé. Le Conseil fédéral n'a pas encore pris sur ce point aucune décision.

Le Colonel House a confirmé au Président de la Confédération que les grandes puissances s'étaient mises d'accord pour que la conférence de la Paix eût lieu en Suisse et que c'est uniquement notre grève générale du mois de Novembre qui a empêché ce projet de se réaliser.

Avec M. Clémentel, M. Ador a parlé des importations et des exportations. Le ministre a promis d'aider la Suisse dans la crise du chômage et s'est rendu compte qu'il était utile pour tout le monde que l'on continuât à travailler en Suisse. Mais la France répète qu'elle doit viser d'abord à la reconstruction des régions dévastées de France et de Belgique et que la Suisse ne peut venir qu'après. M. Clémentel a promis des facilités pour l'importation en France de rubans, de soieries et de pièces d'horlogerie et pour l'exportation vers l'Allemagne et les pays du nord des confections dites articles de saison. Le Président de la Confédération a eu avec le Ministre ainsi qu'avec M. de Lantoyrie de

- 13 -

longues discussions dans lesquelles il a cherché à les persuader de renoncer à exiger les crédits à terme sur lesquels la France insiste. M. Clémentel envisage la suppression de la clause de la nation la plus favorisée dans les traités de commerce.

M. Clèveille, Ministre des Travaux publics, a offert de remédier aux risques de chômage en Suisse en nous envoyant autant de wagons et de machines que nous voudrions pour que nous procédions à leur réparation. Il fournira les matières premières et paiera comptant.

M. Loucheur, qui a fait au Président l'impression d'un homme remarquablement intelligent et actif, lui a confirmé qu'il ne pouvait pas nous fournir plus de 65000 tonnes de charbon de la Sarre, et 15000 tonnes de charbon de Cologne. Le prix de 110 francs, qui représente le minimum que l'on exigera de nous, est trop élevé, et M. Ader a rappelé à M. Loucheur combien la France nous avait reproché autrefois de nous être laissé étrangler par l'Allemagne dans ce domaine. Un rabais paraît malheureusement impossible, mais M. Loucheur essaiera de nous faire donner du charbon par les Allemands. Il n'aurait pas d'objection à ce que nous fassions exploiter nous-mêmes une mine en Allemagne: le rendement serait meilleur parce que notre main d'œuvre serait mieux nourrie. M. Loucheur a ajouté que les prix du charbon ne baisseraient certainement pas pendant de longues années encore, car la quantité de charbon produite resterait inférieure aux besoins du monde, de sorte que la crise durerait plus longtemps qu'on ne le croit généralement. M. Loucheur, qui est un adversaire du système de la navigation fluviale, voit la solution de la question dans l'électrification des chemins de fer.

La question de l'internationalisation du Rhin a fait l'objet de quelques conversations, dans lesquelles M. Ader n'a guère rencontré d'opposition. Le Président de la Confédération a parlé au Maréchal Foch de notre désir d'utiliser pour nos charbons ou pour d'autres transports les voies de la rive gauche du Rhin. Le Maréchal lui a répondu qu'il n'y voyait aucune objection au point de vue militaire. M. Ader n'a pas manqué de faire part

- 14 -

de cette communication aux divers ministères français, qui lui avaient toujours objecté l'opposition des militaires.

Le Président a parlé à M. Pichon des listes noires. Il s'est efforcé de lui faire comprendre combien ce système odieux aliène à la France les sympathies de ses partisans les plus chauds en Suisse. M. Pichon a assuré que tout le mal venait du Ministère du Travail, d'avec lequel il est décidé à se désolidariser entièrement à cet égard. Il compte aussi rendre la main peu à peu pour les différents articles de la S.S. M. Ador a rapporté de Paris l'impression que toutes les tracasseries vont diminuer peu à peu.

M. Albert Thomas qui représentera la France à la Conférence socialiste de Berne a dit au Président qu'il avait mis comme condition à son acceptation la présence des Belges et des Américains et l'assurance que la question de la responsabilité des socialistes allemands serait posée. Il tient les Bolcheviks et déplore la décision de la conférence, qui prévoit une entrée en discussion avec eux. A son avis il règne à la Conférence de la Paix la plus grande confusion en ce qui concerne la Société des Nations.

M. Clémenceau a parlé de la question de la Haute Savoie: "qu'est-ce que c'est que ça ? a-t-il dit, arrangez-moi ça!" Il a fait une allusion à la révision possible de la convention de Gothard et de la question de la gare de Bâle. Il est intéressant de noter qu'il a déclaré positivement: "Jamais je n'admettrai qu'il y ait dans un Parlement français un député protestataire". Cela indique que, s'il est disposé à garder longtemps des gages et à se préoccuper de ses frontières, il ne préconise pas d'annexions.

M. Wilson a paru à M. Ador quelque peu distant. Malgré l'anglais admirablement châtié qu'il parle, on a quelquefois peine à le suivre et à comprendre exactement ses intentions, toujours très hautes et nobles. Il a exprimé son vif regret de n'avoir pu faire davantage pour la Suisse, à cause des difficultés matérielles qui venaient freiner sa bonne volonté.

X
pour des bannières

- 15 -

Le Président de la Confédération a rappelé à M. Lloyd George les traditions amicales qui unissent nos deux pays; il lui a dit toute notre reconnaissance pour le passé et toute notre confiance dans l'appui efficace que l'Angleterre continuera à nous accorder.

M. Orlando s'est exprimé en faveur du développement de la navigation fluviale de la Suisse à la Mer par le Pô: "l'Italie, a-t-il dit au cours de la conversation, est le pays le moins impérialiste du monde et nous n'avons aucune envie de nous immiscer dans des régions où les Italiens seraient en minorité". Il s'est excusé du traitement dont les suisses ont été victimes en Italie et a promis que cela ne se reproduirait plus.

M. Venizelos s'est montré très mécontent de la situation faite aux petits Etats.

Avant son départ, M. Ador a adressé à M. Clémenceau la note suivante: "Au moment de quitter Paris, je prends la respectueuse liberté de vous prier de donner au Conseil Fédéral l'occasion d'exposer ses vues sur quelques uns des importants problèmes à l'ordre du jour de la conférence: la constitution de la future Société des Nations, l'internationalisation du Rhin et des grandes voies ferrées continentales, le libre accès à la Méditerranée par le Rhône et à l'Adriatique par le Pô sont, entre autres, des questions intéressant à un très haut degré la Confédération".

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre haute considération.

p. o. Charles L. E. Lardy